

# Une controverse sur la radicalité comme symptôme d'une crise sociale

Patrick Charaudeau<sup>1</sup>

Venant d'écrire un livre sur le débat public dans lequel j'ai analysé une controverse sur le terrorisme (Charaudeau 2017), il m'a semblé utile de reprendre cette analyse et d'y jeter un regard *a posteriori*, ce qui m'a permis d'en prendre la mesure et de l'étendre à de nouvelles réflexions.

Il s'agit, au départ, de la controverse qui a opposé deux spécialistes de l'islam sur les causes de la radicalisation : Olivier Roy, philosophe et politologue à l'École des hautes études en sciences sociales, défendant la thèse de « l'islamisation de la radicalité », et Gilles Kepel, politologue et professeur à l'IEP de Paris, défendant la thèse de la « radicalisation de l'islam ». Là-dessus se sont agrégés d'autres intervenants proposant des explications parallèles, parfois convergentes, parfois divergentes. Dans un premier temps, j'exposerai l'argumentaire de ces différentes thèses, en mettant en évidence les questions qu'il soulève en termes de concepts à discuter, pour terminer par une question plus générale concernant ce que peut être et doit être la posture des chercheurs lorsqu'ils interviennent dans l'espace public. Il ne s'agit donc pas ici de traiter de la notion même de radicalité, mais de la façon dont on parle de la radicalité, de ses raisons et des enseignements qu'on peut en tirer quant à ce que signifie une question sociale dès lors qu'elle circule dans l'espace public.

Mais d'abord, quelques mots sur ce qu'est une controverse. Une controverse est toujours centrée sur un questionnement : c'est sa problématique. C'est ce qui différencie la controverse d'une simple discussion, d'un débat public et, *a fortiori*, d'une polémique. À partir de la problématique générale se dégagent des positionnements, et chacun des participants à la controverse développe une argumentation destinée à justifier les positionnements, ce que l'on appelle traditionnellement la thèse. Cependant, au cours du développement de la controverse, la problématique de départ est susceptible de se décliner en sous-problématiques ou en problématiques connexes, lesquelles, parfois, font dériver la problématique principale.

Ici sera présenté un résumé des différentes problématiques et des argumentaires qui défendent chaque position, car l'entrecroisement des arguments est (assez largement)

---

<sup>1</sup> Patrick Charaudeau est Professeur émérite de l'Université de Paris 13, et membre de l'équipe de recherche CNRS-LCP.

inextricable. La problématique initiale entendait savoir s'il fallait chercher les causes de l'islamisation dans la situation sociale de la France, ou dans la situation conflictuelle du Moyen-Orient. Autrement dit, si les causes étaient internes ou externes à la France. La première position est défendue par Olivier Roy qui parle d'« islamisation de la radicalité » ; la seconde par Gilles Kepel qui parle de « radicalisation de l'islam ». On verra que d'autres intervenants se sont partagés entre ces deux thèses, les renforçant ou les critiquant, mais en introduisant, dans un même mouvement, des problématiques connexes dont on parlera ensuite.

## Les arguments sur les causes profondes du djihadisme<sup>2</sup>

### *La thèse de « l'islamisation de la radicalité »*

Le fond de l'argumentaire d'Olivier Roy se trouve tout entier dans cette déclaration : « Le problème essentiel pour la France n'est donc pas le califat du désert syrien, qui s'évaporerait tôt ou tard comme un vieux mirage devenu cauchemar, *le problème, c'est la révolte de ces jeunes* » (je souligne). Ses arguments sont au nombre de trois : *rupture, enfermement, mode de vie*.

*La rupture* : il s'agit, pour lui, de la *révolte d'une génération* qui est en rupture avec un modèle parental occidental. Et donc, il ne se produit pas de transmission de valeurs, y compris sur le plan religieux, *a contrario* de ce qu'il se passe en Turquie, parce que l'État a pris en charge cette transmission, et du cas des jeunes Palestiniens qui, eux, ne sont pas en rupture de ban avec leurs parents. Cette attitude de rupture s'étend, du même coup, à la rupture fantasmée que promeut le salafisme, une rupture du salafisme qui serait plus politique que religieuse. *L'enfermement* : ces jeunes ne constituent pas un groupe militant ni même une communauté comme rassemblement de personnes de classe et d'âge différents, mais plutôt une confraternité, une *fratrie* : les frères Kouachi, Abdeslam, Clain, Tsarnev. Ce groupe, cette création d'une famille, joue un double rôle de protection et de moteur d'action.

*Le mode de vie* : un mode de vie qui n'est *pas un exemple de piété*. Ces terroristes fument, boivent, font la fête, ne mangent pas halal, et surtout, ils n'ont pas de pratique religieuse : « La plupart des terroristes sont des jeunes issus de la seconde génération de l'immigration, radicalisés récemment et sans itinéraire religieux de long terme. [...] Ils ne deviennent pas djihadistes à l'issue d'un parcours de radicalisation religieuse. » C'est pourquoi « la radicalisation djihadiste [...] n'est pas la conséquence mécanique de la radicalisation religieuse ». D'autant plus que ces djihadistes n'ont pas

---

<sup>2</sup> On trouvera le développement des argumentaires et l'ensemble des citations dans Charaudeau 2017 : 153-175.

de « parcours de militant, et tous vivent à la marge de leur propre communauté musulmane ».

L'explication que propose Olivier Roy consiste à dire que ces djihadistes sont plutôt des *nihilistes*, et non point des *utopistes*, car l'utopiste est *positif*, il croit en quelque chose, alors que le nihiliste est *négatif*, il ne croit en rien. Or, ces terroristes sont prêts à *sacrifier leur vie* pour consommer leur absolu de rupture. Le nihiliste ne demande pas un monde meilleur, il veut *détruire* l'existant. C'est pourquoi, pour Olivier Roy : « Les terroristes viennent d'une autre forme de radicalisation ». Ils se radicalisent d'abord « dans une culture de l'esthétique de la violence qui est une culture des jeunes d'aujourd'hui ».

Alors se pose la question de savoir pourquoi ces jeunes révoltés nihilistes se tournent vers le djihadisme. Olivier Roy estime que le djihadisme est « ce qu'il y a de mieux aujourd'hui sur le marché de la révolte radicale en matière de narratif, de visibilité médiatique, d'aventure ». Autrement dit, cet état de rupture et de manque est ce qui origine une quête de destruction, comme comblement d'un manque. Et cet objet de quête, les nihilistes en question le trouvent dans l'offre du terrorisme international emblématiquement représenté par Daech.

#### *La thèse de « la radicalisation de l'Islam »*

Gilles Kepel, lui, s'élève contre l'expression « islamisation de la radicalité ». Il ne développe pas sa propre thèse, mais s'emploie à contrecarrer celle d'Olivier Roy avec une série d'arguments repris ci-dessous.

*La peur de l'islamophobie* : le fait de passer sous silence la radicalisation de l'islam, estime Gilles Kepel, caractérise les chercheurs qui ont peur d'être accusés d'*islamophobie*. L'explication qui consiste à dire que des jeunes radicalisés ont plongé dans l'offre proposée par Daech est dans la ligne d'une *pensée libérale* américaine qui aurait imprégné les esprits des universitaires et chercheurs français. Cette attitude, d'après Gilles Kepel, aurait pris naissance lors des attentats du 11 septembre 2001, car les Américains cherchaient à savoir comment des individus intégrés dans la société américaine avaient pu se livrer à de tels attentats. On a alors cherché des explications du côté de la *marginalité d'individus* dont la biographie se caractériserait par un vécu de ruptures avec le milieu familial et la société, car il fallait sauver à tout prix le modèle d'intégration américain.

*L'amalgame* : attribuer la radicalisation à une génération de jeunes, c'est faire l'amalgame entre toutes les formes de terrorisme et mettre dans le même sac des terrorismes divers, comme on en a connu dans le passé. C'est opérer une *globalisation du terro-*

*risme* qui « empêche de penser la manière dont le djihadiste tire profit d'une dynamique salafiste conçue au Moyen-Orient et porteuse d'une rupture de valeurs avec les sociétés européennes. » Il voit là, de la part des chercheurs français, la marque d'une *culpabilité postcoloniale* par peur d'être accusé de « néocolonialisme », et donc une attitude *idéologique*.

C'est alors que Gilles Kepel se livre à un *procès en incompétence* à l'endroit des chercheurs qu'il conteste : incompétence du fait de ne pas aller assez souvent *sur le terrain* ; incompétence de ceux qui parlent de l'islam et *ne connaissent pas l'arabe*, ce qui les rend incapables de lire dans l'original du texte la littérature de propagande salafiste et djihadiste » ; incompétence *scientifique* pour ne pas établir une *distinction* entre les « prénotions », qui sont le produit de l'opinion, et les *concepts opératoires*, qui sont des outils scientifiques, comme l'exige la sociologie fondée par Émile Durkheim : « Il est temps d'en finir avec la royale ignorance qui tétanise les esprits et fait le jeu de Daech ».

En fait, Gilles Kepel n'apporte pas, à proprement parler, d'arguments pour soutenir sa position de « radicalisation de l'islamisme ». Il se contente de décrire ce qu'il faudrait étudier pour la soutenir : (1) « *l'émergence d'une minorité salafiste visible et agissante* qui prône le “désaveu” (*al bara'a*) d'avec les valeurs de l'Occident “mécréant” et l'allégeance exclusive (*al wala*) aux oulémas saoudiens les plus rigoristes » ; (2) « *les modes de passage de ce salafisme-là au djihadiste sanglant*, qui traduit en actes les injonctions qui veulent que le sang des apostats, mécréants et autres juifs soit “licite” (*halal*) » ; (3) *les articulations entre les appels* à « la résistance islamique mondiale » et au djihad universel, et les émeutes des banlieues populaires.

Olivier Roy a répondu à ces critiques en récusant les accusations d'incompétence : celle du *terrain*, car il en a fait beaucoup ; celles d'*amalgame et d'essentialisation*, en retournant l'argument, disant que c'est en essentialisant le terrorisme islamiste que l'on ne distingue pas la partie de la population qui partage les valeurs du pays dans lequel elle vit, de celle qui ne les partage pas ; celle de crainte d'*islamophobie*.

## **D'autres interventions, d'autres arguments**

### *La « pathologisation »*

Boris Cyrulnik, psychiatre et psychanalyste, spécialiste de la résilience, apporte de l'eau au moulin de « l'islamisation de la radicalité » par une explication d'ordre pathologique. Il développe la thèse du « héros négatif », non point sauveur des malheureux, non point le redresseur des injustices, comme Robin des bois ou Zorro, mais le héros qui représente, dans la vie sauvage et les combats de rue, celui que l'on craint dans « la

loi du plus fort». La glorification de cette figure est ce qui, pour les jeunes déstructurés, «décrocheurs» de l'école, sans cadre de socialité, élevés dans la rue, vivant en bande dans «le quartier», fait force d'identification, une «identification [qui] permet de ne plus se sentir méprisé, mais craint», comme ce fut le cas pour Mohamed Merah, et pour ce qu'il représenta pour ces jeunes radicalisés.

Partant, si à cette figure de héros qui fait peur, on ajoute un rituel religieux transcendantal qui érige la mort volontaire, non pas en suicide, mais en offrande à un Dieu («mort sacrée»), alors toute personne en souffrance profonde, sans identité, sans modèle d'identification, sans perspective de rédemption, se soumet comme dans un acte de foi empreint d'une «rage incontrôlable» salvatrice. C'est donc par la fascination du mal que des jeunes en perdition, dans ce «théâtre émotionnel», et selon un «délire logique», en viennent à tuer autrui pour métamorphoser leur souffrance, en «sachant qu'ils vont tuer jusqu'à ce qu'ils soient tués à leur tour».

### *Le «tiers-mondisme»*

François Burgat, directeur de recherche au CNRS, et spécialiste de l'islam, estime, lui, que l'explication par l'«islamisation de la radicalité» comme diagnostic de pathologie sociale ou mentale pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. Sans en faire la démonstration, il apporte un point de vue *tiers-mondiste*, en faisant valoir qu'on ne tient pas compte de la «souffrance postcoloniale», ni de l'influence que peut avoir le conflit israélo-palestinien. Autant de situations qui expliquent «l'exaspération que le monde musulman aurait à notre égard». Nier ces réalités, ou les passer sous silence est une façon de s'exonérer de toute *responsabilité* au regard des politiques étrangères que mènent les pays occidentaux.

### *L'explication sociologique*

Farhad Khosrokhavar, directeur d'études à l'EHESS, apporte, sans le dire, un argument supplémentaire au point de vue de l'«islamisation de la radicalité», mais en donnant une autre explication sur les raisons qui poussent ces jeunes vers la radicalisation. Il perçoit d'abord un changement de nature de la population radicalisée. Les jeunes européens de 2013, dit-il, sont *dix fois plus nombreux* que ceux des années 2000. Dans ces années (Madrid en 2004, Londres en 2005), les djihadistes, affiliés à Al-Qaïda, étaient de «*maladroits* “terroristes maison” dont l'apprentissage se faisait sur Internet», alors que depuis 2013 ils ont reçu une formation en Syrie ou en Irak leur permettant de «mieux manier les explosifs». Cela produit un double effet : d'une part, une organisation bien plus rigoureuse de la part de Daech ; d'autre part, une génération de jeunes plus engagée dans la volonté de détruire.

Ensuite, il constate que ces djihadistes constituent une nouvelle population de classe moyenne. Il s'agit de jeunes « plus *aisés*, aux ressources intellectuelles et culturelles plus importantes » qui n'ont « ni les manières des banlieues ni leur langage corporel », qui « ne sont pas fichés par les renseignements généraux, car ils n'ont pas de passé criminel » ; or, c'est parmi eux que l'on trouve le plus de *convertis*. Ce qui permet à Khosrokhavar de soutenir l'hypothèse qu'ils ne sont pas animés par le désir de « venger leur condition sociale, [...] comme les jeunes de banlieue », mais par celui de « faire de "l'humanitaire engagé", c'est-à-dire en usant de la violence pour défendre les victimes ». Il constate également une « présence massive des femmes » qui se présentent comme « *donnant sens à l'aventure* sur le mode néo-communautaire », en mettant au monde des *futurs martyrs* « au service d'un califat dépositaire du sacré ».

Aussi, cette population de jeunes, voire de très jeunes, en âge d'adolescence prolongée, verrait dans « l'exercice de la violence, *un rite de passage* [...] pour mettre fin à leur période interminable de post-adolescence dans des sociétés européennes où l'âge de l'autonomie devient de plus en plus tardif par manque de travail ». Ce serait donc « *le mélange des classes moyennes et de la jeunesse banlieusarde* [qui] peut se révéler explosif, chacun apportant à l'autre ce qui lui fait défaut, le capital culturel ou la motivation vengeresse ». D'un côté, on aurait ceux qui *s'ennuient* et cherchent à s'investir d'une mission en punissant une société de mécréants, et trouvent « [...] dans la mort sa culmination glorieuse » ; de l'autre, ceux qui *souffrent* de leur marginalité et se retournent contre la société qu'ils jugent responsable de leur malheur.

### *L'« ennemi extérieur »*

Tout cela montre l'opposition entre *cause interne* (une génération de jeunes révoltés vivant en Europe et en France), et une *cause externe* (radicalisation de l'islam). Mais il est une autre façon de déterminer les causes externes : celle qui consiste à désigner Daech comme un ennemi extérieur auquel on fait la guerre.

Élisabeth Roudinesco, historienne de la psychanalyse, désigne et stigmatise l'ennemi : « nous devons dire clairement qui est l'ennemi principal, à savoir l'islamisme radical, qui est contraire à nos valeurs ». Elle affirme qu'il s'agit bien d'une guerre contre « [c]e troisième monothéisme théologico-politique, [qui] veut instaurer le califat dans le monde entier ». Mais dans cette recherche des causes du terrorisme, certains pointent *l'évolution de l'islam* et les conflits qui surgissent en son sein ; d'autres, la *politique menée par l'Occident* depuis des décennies.

### *Évolution de l'islam*

Pierre-Jean Luizard, historien, chercheur au CNRS et spécialiste du Moyen-Orient, s'emploie à montrer que la radicalisation de l'islam a une longue histoire qui remonte à la lutte séculaire entre nomades sunnites et sédentaires chiites. Cette lutte est réapparue après la chute de l'Empire ottoman (1920), les sunnites cherchant à composer avec l'Occident pour garder le pouvoir, les chiites s'élevant contre le colonialisme européen. Elle s'est prolongée dans notre modernité avec la guerre Iran-Irak (1980-88), et, plus récemment, avec les « printemps arabes » qui ont exacerbé les processus communautaires – chaque communauté jetant l'anathème sur l'autre. Il va jusqu'à conclure que cette situation de conflit n'est pas près de s'apaiser, et que les puissances occidentales ont tort de croire qu'une intervention armée résoudrait le problème.

Rachid Benzine, islamologue et chercheur français d'origine arabe, précise, pour sa part, que c'est à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que des « [...] mouvements dits "réformistes" [...] ont mis à l'honneur le mot salafiste (*al-salaf al-salîh*), avec le sens de "pieux ancien" », ce qui leur permettait de s'inscrire « dans un mouvement de retour aux sources de l'islam [...] pour répondre aux catastrophes politiques de l'époque ». Mais « ces penseurs et acteurs de l'histoire étaient des hommes de religion de haute culture islamique », et « soucieux de conjuguer modernité scientifique et technique avec religion ». De là naissent, en 1928, les Frères musulmans : « mouvement ayant pour but la réislamisation des sociétés à l'encontre de leur occidentalisation ». En réalité, c'est le wahhabisme saoudien qui s'est lui auto-qualifié « salafiste » après avoir pris possession des lieux saints de l'islam, et s'est converti en « un mouvement ultra-sectaire et intolérant » qui s'est employé à propager des idées obscurantistes (les juifs sont assimilés à des singes, les chrétiens à des porcs), idées qui alimentent le « terrain idéologique » de Daech. Mais, affirme Rachid Benzine, tous les salafistes « ne versent pas dans la haine et la violence ».

### *L'analyse géopolitique*

Jean-Marie Guéhenno, chargé de missions de paix par l'ONU et la Ligue arabe, prévient qu'il faut éviter de globaliser les conflits, car le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ne constituent pas « un théâtre global », les contextes historiques et culturels de pays comme le Yémen, l'Irak, la Syrie, l'Algérie ou ceux de l'Afrique sont très différents. D'après lui, les quatre vagues de terrorisme qui se sont succédé en témoignent : la première suite à la guerre d'Afghanistan ; la deuxième avec Al-Qaida et les attentats du 11 septembre 2001 ; la troisième, suite à l'intervention des États-Unis en Irak ; la quatrième avec les diverses interventions en Libye, en Syrie, au Mali, chacune d'elles continuant de coexister avec les autres.

Jean-François Bayart, politologue, spécialiste de politique comparée, voit l'origine des attentats dans la politique étrangère de l'Europe, et particulièrement dans celle de la France : « la démission de l'Europe sur la question palestinienne, l'occasion manquée avec la Turquie d'association à l'Union européenne, [...] l'alliance de la France avec les pétromonarchies, [...] les interventions en Libye, au Mali et en Syrie », tout cela serait à l'origine de la radicalisation au Proche-Orient, alimentant un ressentiment anti-occidental.

Certains, cependant, jugent que les responsabilités sont partagées. Abdenour Bidar, philosophe et écrivain français d'origine arabe, estime d'une part que l'État français devrait prendre au sérieux la menace islamique en fermant les mosquées salafistes, en éliminant les ghettos mafieux, et en promouvant la laïcité et la promesse républicaine. D'autre part, que le monde musulman devrait lutter contre « cette idéologie du prétendu retour à l'islam des origines » qui se veut *vérité absolue*, faisant de la loi islamique un dogme d'obligations et d'interdictions.

### *Sortir de l'opposition*

Enfin, il est des chercheurs qui ont souci de sortir de l'opposition entre « islamisation de la radicalité » et « radicalisation de l'islam », causes internes contre causes externes, en faisant coherer les deux types de causes.

Fethi Benslama, psychanalyste qui travaille sur le fait religieux, reconnaît, d'une part, qu'il y a bien une « islamisation de la radicalité ». Le phénomène de la radicalité touche, souligne-t-elle, essentiellement une population entre 15 et 25 ans, période d'« adolescence persistante » qui correspond à des *troubles identitaires*, dans un contexte de « trouble des idéaux de notre époque », ce qui provoque des « failles identitaires » créant chez le sujet une *béance*, un sentiment de vide qui lui fait honte, le rend coupable de n'être rien, ce qui peut se traduire, de façon imprévisible, par un passage à l'acte violent, ou le refuge dans la délinquance ou la toxicomanie. De 30 à 40 % des radicalisés sont des convertis qui obéissent au même sentiment de vide ; qui sont à la recherche d'un absolu susceptible de les combler, d'où le rôle de l'offre djihadiste qui promet un idéal réparateur et la création d'un « nouveau soi ».

D'autre part, Benslama constate qu'il y a effectivement « radicalisation de l'islam » : un islam qui est pris dans « une guerre des subjectivités » provoquant une radicalisation des deux parties. Une radicalisation qui remonte au traumatisme historique qu'a représenté, pour le monde musulman, « la fin du dernier empire islamique, vieux de 624 ans, l'abolition du califat, c'est-à-dire du principe de souveraineté théologico-politique en islam, qui est ressenti dans l'imaginaire musulman comme la fin de l'illusion de l'unité de la puissance ». De là, un sentiment d'humiliation auquel répond la

création en 1928 des Frères musulmans au nom de « l'idéal islamique blessé à venger ». Ainsi se produit une fracture entre une élite musulmane adoptant les Lumières, et des « anti-Lumières » qui réclament, quant à eux, la restauration de la souveraineté théologique, en construisant ce que Fethi Benslama nomme « *la figure du "sur-musulman"* ».

Raphaël Logier, sociologue du religieux, dit lui aussi qu'il y a « une offre et une demande dans le terrorisme ». Une *demande interne* qui s'exprime par des comportements de combat contre nos valeurs de la part de *néo-fondamentalistes* convertis, radicalisés, dépolitisés qui s'en prennent aux mœurs, autant que d'individus d'origine maghrébine, souvent passés par la case délinquance, qui sont en mal de socialisation et en quête « d'un profil héroïque ». Une *offre externe* qui alimente les frustrations et en même temps fournit les moyens illusoire de les dépasser. C'est donc un processus de *frustration* qui explique la rencontre entre offre et demande.

Enfin, Jacob Rogozinski, philosophe, perçoit, d'un côté, l'existence d'un sentiment de colère face à l'injustice, colère qui se transforme en haine et en « fantasmes de jouissance et de mort », colère qui se donne pour but le meurtre et la destruction en se nourrissant de sa propre rage de destruction ; d'un autre côté, pour capter cette haine, la mise en place d'« un dispositif [qui] construit la figure monstrueuse d'un ennemi absolu qui ne mérite que la mort », ce pourquoi il s'agit d'en venir « à massacrer le plus grand nombre de "mécristes" ». Une explication qui reprend celle de la rencontre entre la demande et l'offre.

## **Bilan et questionnements**

### *Sur l'argument d'« essentialisation »*

C'est un argument qui est parfois utilisé lorsque l'on veut s'opposer à une explication, la critiquer, et défendre la sienne propre. Dans les colloques et certains articles, on taxe d'*essentialiste* la catégorie que l'on conteste. On se trouve ici devant un problème plus général, celui de l'explication interprétative, et on peut dire que c'est une obsession des sciences humaines et sociales que d'éviter de tomber dans cette tendance – à savoir de se garder d'élever une catégorie au rang de catégorie unique, absolue.

En effet, le processus d'essentialisation est à l'origine de la fabrication de *stéréotypes* et de *doxas* à tendance universalisante. C'est le cas des *génocides* : les nazis qui justifiaient la Shoah en propageant l'idée d'un « complot juif », et en promouvant le mythe de la pureté de la race blanche aryenne ; la *purification ethnique* lors de la guerre en ex-Yougoslavie ; les *dictatures*, comme en Argentine et au Chili, dont l'unique but était d'éradiquer le mal communiste ; le *discours populiste*, producteur de boucs émis-

saïres, unique ennemi extérieur s'immiscant dans l'intériorité de la société, comme c'est le cas de l'immigration. Dans la controverse qui nous occupe ici, les intervenants accusés d'essentialisme se sont défendus de vouloir essentialiser leurs explications, aussi bien à propos de l'islam (tout l'islam n'est pas l'ennemi absolu), que des djihadistes (tous les musulmans ne sont pas des terroristes).

Cela nous rappelle que le travail de l'analyste, qui consiste à construire des catégories pour rendre compte des phénomènes du monde, doit éviter de tomber dans le piège de l'essentialisation : d'une part, ne pas construire des catégories comme des idéaux types opératoires, en montrant que c'est par leur combinaison que peuvent être proposées des hypothèses explicatives ; d'autre part, ne pas en faire des catégories uniques dans lesquelles se trouverait l'entier d'une explication.

#### *Sur l'argument d'« amalgame »*

C'est un reproche qui rejoint le précédent dans la mesure où, à faire un amalgame entre diverses catégories jugées distinctes, on en fait un bloc essentialisé. En amalgamant, on essentialiserait. C'est, par exemple, la critique adressée par Gilles Kepel à Olivier Roy, selon laquelle, à chercher des raisons pathologiques aux mouvements terroristes, on met dans le même sac toutes les formes de terrorismes : les nazis de la Seconde Guerre mondiale, l'Armée rouge, l'OAS, et les djihadistes. Pourtant, il est aussi un principe d'explication qui consiste à chercher des filiations. C'est ainsi que Jacob Rogozinski estime que « le djihadisme est [en ce sens] l'héritier des mouvements totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle, dont il reprend le projet de conquête et d'extermination, en le désécularisant ». Une hypothèse recevable à un certain niveau de généralité.

#### *Sur l'argument de « psychologisme »*

Il y a, de la part de certaines disciplines, un refus manifeste d'accepter des explications à teneur psychologique, estimant que tout se joue soit dans les déterminations sociales, soit dans l'histoire des idéologies. Ici, Gilles Kepel et d'autres s'opposent aux explications qui attribuent le comportement de radicalisation à une génération de jeunes rebelles laissés pour compte, en mal de reconnaissance et sans horizon de sens allant jusqu'au sacrifice de leur vie. Par exemple, la distinction qui consiste à opposer des forces négatives et des forces positives, le nihiliste qui ne pense qu'à détruire, l'utopiste qui ne pense qu'à construire un monde idéal. Il est vrai, cependant, que la distinction n'est pas toujours nette. On peut se demander, par exemple, si les génocides obéissent à une force de destruction nihiliste (le mal absolu), ou au désir de purifier le monde (le bien absolu) ; ou si le serpent du Paradis qui provoque la Chute de l'être humain dans le péché était nihiliste (détruire le paradis et l'omnipotence divine) ou utopiste (construire un monde de libre arbitre). Quoi qu'il en soit, on a

l'impression que derrière ces oppositions se joue, à l'intérieur des sciences humaines et sociales, une bataille entre deux positions explicatives : l'une qui défend l'universalisme, contre une autre qui défend le particularisme. Pourtant, aucune de ces explications ne peut prétendre être unique ni absolue, et chacune a droit de cité dans la démarche scientifique.

On a vu se produire ce genre d'accusation lors de la polémique qui a opposé Kamel Daoud et un collectif de sociologues suite aux événements de Cologne. Le premier ayant écrit une tribune expliquant, au nom de sa propre expérience d'écrivain qui témoigne de sa culture, quel est l'imaginaire du corps de la femme dans le monde arabo-musulman, s'est fait critiquer avec violence par le second qui estimait que l'explication « psychologisante » et « culturaliste » de Kamel Daoud ne pouvait être scientifique parce qu'elle effaçait les déterminations sociales. Il y a là quelque chose d'idéologique, sous couvert de scientificité, qui n'est pas de mise dans la démarche scientifique. L'universalisme relève plutôt de principes théoriques, de l'épistémè, le relativisme de l'empirie qui impose ses déterminants Charaudeau 2017 : 177-199).

#### « *Radicalisme* » vs « *extrémisme* »

Pour boucler la boucle, puisque le point de départ était la radicalité, terminons sur la notion même de *radicalisme*. Le *radicalisme* est plus que l'*extrémisme*. L'*extrémisme* n'est que le mouvement qui dépasse une limite, et qui va au bout d'un projet, d'une attitude, d'une idée. Le radicalisme est porteur d'autres idées. L'histoire du mot indique, du reste, qu'il s'agit d'un mouvement qui *remonte à la racine*, à l'origine, aux premiers fondements; mouvement qui s'accompagne de deux idées : celle de *pureté*, et celle d'*absolu*.

L'idée de *pureté* renvoie au désir sans fin de retourner à une origine, une source, un début de création, l'état fœtal d'innocence, seul état supposément authentique. L'idée d'*absolu* concerne le comportement du sujet qui adopte une attitude sans compromis ni alternative possible, d'intransigeance, de durcissement et d'aveuglement<sup>3</sup>. En cela, le *radical* est un *intégriste* qui se caractérise par un désir de pureté ; un rapport maladif au passé comme source d'un état d'innocence qu'il cherche à restaurer ; l'effacement des différences au profit d'un être unique, absolu (refus de s'interroger sur son être), et institue cet autre, différent, en ennemi à éliminer. Il n'est donc pas étonnant que cette radicalité intégriste puisse être considérée comme une pathologie qui mène à la haine, dont la mort est la seule issue.

<sup>3</sup> Certains usages du mot le mettent en contradiction avec ce sens, comme dans l'emploi « radical-socialisme » qui, dans le domaine politique, prend le sens de « réformisme modéré ».

## **Conclusion**

Au-delà de la controverse sur le terrorisme et la radicalité, est posée la question – souvent débattue dans le milieu des sciences humaines et sociales –, de la posture du chercheur ou du spécialiste lorsqu’il intervient dans l’espace public. Cette posture, pour des raisons à la fois pragmatiques et éthiques, doit être de neutralité provisoire, ce qui n’empêche ni son travail critique ni son engagement personnel dans d’autres lieux qui s’y prêtent. Il est contre-productif de vouloir tenir à la fois un discours d’analyse critique et un discours de dénonciation militante, d’autant que celui-ci sera dramatisé par l’effet d’amplification des médias qui préfèrent la polémique à la controverse. C’est là l’un des moindres pièges de la démocratie entre devoir de transmettre du savoir, au prix de l’objectivité, désir de faire connaître son opinion, au prix de la subjectivité, et vouloir avoir raison contre l’autre, au prix de la polémique.

## **Bibliographie**

Charaudeau Patrick, *Le Débat public. Entre controverse et polémique. Enjeu de vérité, enjeu de pouvoir*, Limoges, Lambert-Lucas, 2017.